

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE

Le 8 décembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de baisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Il estime que « d'importants risques à la baisse pèsent sur les perspectives économiques de la zone euro, dans un contexte d'incertitude élevée ». Il considère par ailleurs que « les risques pesant sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme comme globalement équilibrés ».

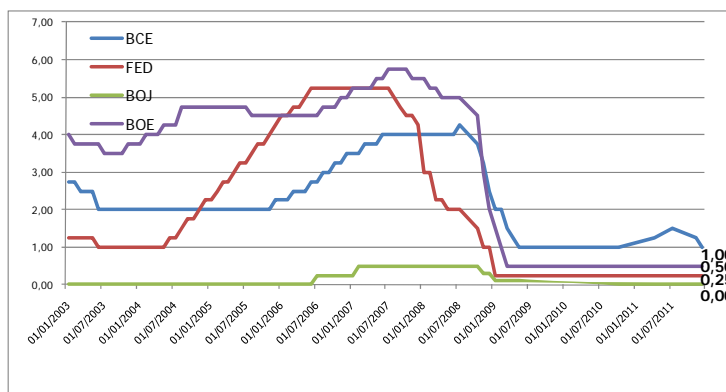
Quatre nouvelles mesures non conventionnelles, destinées à réduire les tensions sur le financement des banques, ont par ailleurs été adoptées, elles sont :

- d'effectuer deux opérations de refinancement à plus long terme d'une durée de 36 mois, assorties d'une option de remboursement anticipé après un an ;
- de cesser temporairement, à compter de la période de constitution débutant le 14 décembre 2011, d'effectuer des opérations de réglage fin le dernier jour de chaque période de constitution ;
- de réduire le taux des réserves obligatoires, qui est actuellement de 2 %, à 1 %, cette mesure vise à libérer des garanties et à soutenir l'activité du marché monétaire.
- d'accroître la disponibilité des garanties en abaissant le seuil de notation pour certains titres adossés à des actifs (ABS) et autorisant les banques centrales nationales (BCN), à titre temporaire, à accepter en garantie des créances privées performantes supplémentaires (à savoir des prêts bancaires) respectant des critères d'éligibilité spécifiques ;

De plus, le Conseil des gouverneurs serait favorable à une utilisation plus large des créances privées en garantie des opérations de crédit de l'Eurosystème sur la base de critères harmonisés, et annonce que l'Eurosystème entend :

- renforcer ses capacités internes d'évaluation du crédit ; et
- encourager les éventuels organismes externes d'évaluation du crédit (agences de notation et fournisseurs d'outils de notation), ainsi que les banques commerciales utilisant un système de notation interne, à rechercher l'agrément de l'Eurosystème dans le cadre de son dispositif d'évaluation du crédit.

Le président de la BCE a par ailleurs souligné que le programme de rachat de dette publique de la BCE « demeure limité et temporaire ».



IEOM

Compte tenu du contexte économique et monétaire qui prévaut dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique et de l'évolution récente du taux directeur de l'Eurosystème, le Conseil de surveillance a décidé de diminuer le taux de réescompte de l'IEOM de 25 points de base pour le fixer à 1 %.

Le Conseil de surveillance a, en outre, décidé de maintenir les taux de la facilité de prêt marginal et de l'escompte de chèque à 1,75 %. Le taux de facilité de dépôt a été fixé à 0,25 %, inchangé. Les mesures exceptionnelles d'assouplissement du dispositif de la facilité de prêt marginal (remboursement sous 48 heures, acceptation de créances cotées 4 + en garantie) ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 2012.

Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 814 900 fin octobre 2011, soit une hausse de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+34 400 personnes). Sur un an, il croît de 4,9 % (+ 3 % pour les hommes et + 6,9 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,5 %. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2011, en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,7 %.

Très légère hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,3 % en octobre 2011, en hausse de 0,1 % par rapport à septembre. Il était de 10,1 % en octobre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,8 % en octobre 2011. Il était de 9,6 % en octobre 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,2 % sur un mois en octobre 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,3 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en novembre 2011, stable par rapport à octobre.

PIB

Progression plus forte du PIB en France que dans la zone Euro au troisième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,2 % et de 0,3 % au troisième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre 0,2 % dans les deux zones au cours du deuxième trimestre). Par rapport au troisième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,4 % dans les deux zones après 1,7 % au trimestre précédent.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,4 % au troisième trimestre 2011 après une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre 2011.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 16 novembre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a progressé de 1,5 % au troisième trimestre 2011 en glissement annuel. En octobre 2011, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,4 % après un repli de 3,3 % en septembre. Les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,4 % sur un an après 1,9 % en septembre. Le taux de chômage est estimé à 4,5 % contre 4,1 % en septembre.

En octobre 2011, les exportations ont reculé de 3,7 % sur un an. Les importations, pour leur part, augmentent de 17,9 %. Le déficit commercial s'élève à 2,6 milliards d'euros.

La Banque populaire de Chine abaisse le ratio de réserves obligatoires des banques pour assouplir le marché du crédit

La Banque populaire de Chine a baissé le 5 décembre 2011 de 50 points de base à 21 % le ratio de réserves obligatoires des banques.

En octobre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,5 % en rythme annuel contre 6,1 % en septembre. La production industrielle a progressé de 13,2 % sur un an en octobre après 13,8 % en septembre. En octobre, les exportations sont en hausse de 15,9 % sur un an et les importations de 28,7 %. L'excédent commercial atteint 17 milliards de dollars.

Les outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'Agence française de développement a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales – a permis des échanges riches et variés.

Publications

1 - Médiation du crédit aux entreprises

Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

2 - ACP

Le rapport sur la mobilité bancaire au ministre de l'Economie et au Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobiite-bancaire.pdf>

3 – Fédération bancaire française

Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

4 – IEOM

L'Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique est téléchargeable gratuitement sur :

<http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/observatoire-des-tarifs-bancaires/octobre-2011-990.html>

Nomination

Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau. Elle présidera dorénavant le Conseil de Surveillance de l'IEOM.

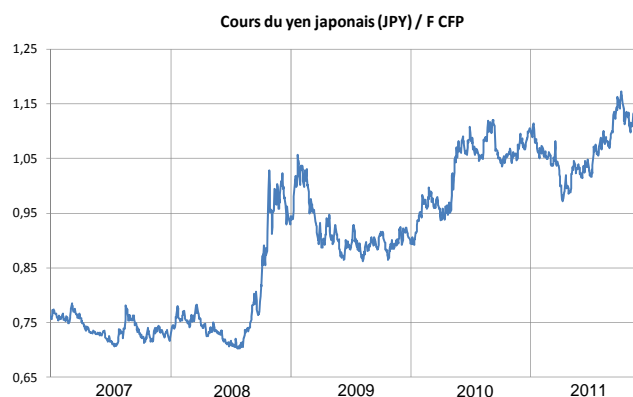
2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 16 novembre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a progressé de 1,5 % au troisième trimestre 2011 en glissement annuel. En octobre 2011, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,4 % après un repli de 3,3 % en septembre. Les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,4 % sur un an après 1,9 % en septembre. Le taux de chômage est estimé à 4,5 % contre 4,1 % en septembre.

En octobre 2011, les exportations ont reculé de 3,7 % sur un an. Les importations, pour leur part, augmentent de 17,9 %. Le déficit commercial s'élève à 2,6 milliards d'euros.



La Banque populaire de Chine abaisse le ratio de réserves obligatoires des banques pour assouplir le marché du crédit

La Banque populaire de Chine a baissé le 5 décembre 2011 de 50 points de base à 21 % le ratio de réserves obligatoires des banques.

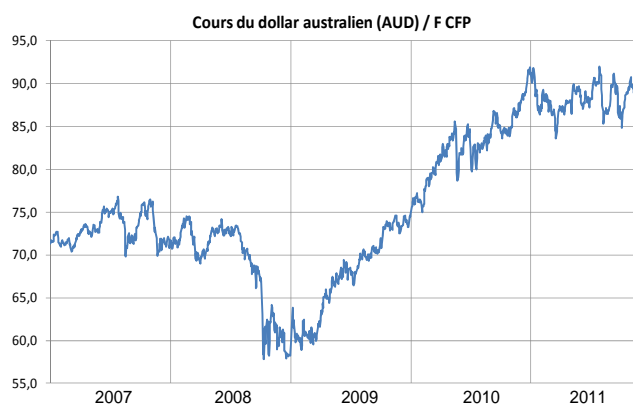
En octobre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,5 % en rythme annuel contre 6,1 % en septembre. La production industrielle a progressé de 13,2 % sur un an en octobre après 13,8 % en septembre. En octobre, les exportations sont en hausse de 15,9 % sur un an et les importations de 28,7 %. L'excédent commercial atteint 17 milliards de dollars.



La banque centrale australienne baisse de nouveau son taux directeur d'un quart de point

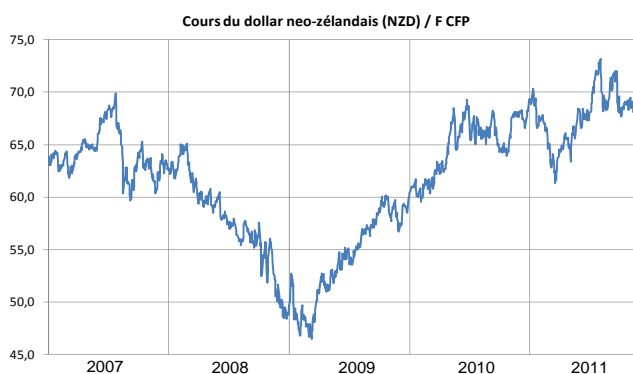
Le PIB australien a progressé de 1,0 % au 3^{ème} trimestre 2011, soutenu par les secteurs de la construction (+5,0 %) et des mines (+3,7 %). La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 décembre, d'abaisser son taux directeur d'un quart de point, à 4,25 %.

Le Sénat australien a adopté, le 8 novembre, une loi instaurant une taxe carbone. À partir du 1^{er} juillet 2012 et jusqu'en 2015, les principaux émetteurs de CO2 devront s'acquitter d'une taxe de 23 dollars australiens par tonne de carbone. Par la suite, la taxe sera remplacée par un système d'échange de quotas d'émissions dans la zone Asie-Pacifique. L'Australie contribue actuellement à 1,5 % des émissions de carbone dans le monde.



Élections législatives en Nouvelle-Zélande

Le 26 novembre, le Parti national de Nouvelle-Zélande a remporté les élections législatives, permettant la reconduction de M. John Key au poste de Premier ministre. Sur la période de janvier à octobre 2011, le nombre de résidents néo-zélandais quittant le pays est, pour la première fois depuis 2001, supérieur au nombre de nouveaux arrivants. Les départs ont augmenté de 20 % par rapport à la même période en 2010 tandis que les arrivées progressent seulement de 1,9 %. L'Australie est la première destination des migrants avec 60% des départs, soit un solde net de 35 000 résidents néo-zélandais.



3 – Brèves économiques locales

Adoption du budget primitif 2012 de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a adopté, le 9 novembre, le budget primitif de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2012. Le montant total du budget s'élève à 188 milliards en augmentation de 11 % par rapport à celui de 2011. Le budget intègre, entre autres, des investissements en faveur des lycées, la création de postes de contrôleurs pour renforcer le contrôle de l'économie et la création d'un fonds de garantie sur les terres coutumières pour favoriser le développement économique et le rééquilibrage du territoire.

Discours de politique générale du Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Le Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Harold Martin, a prononcé, le 28 novembre, un discours de politique générale devant le Congrès. Il a exposé les différentes actions prévues par le gouvernement d'ici 2014 en matière d'économie. Le président a ainsi rappelé les objectifs de réduction des inégalités, d'insertion par l'emploi, de gestion des ressources minières et d'équilibre financier des provinces.

Contrats de développement 2011-2015 pour la Province Nord

Les contrats de développement 2011-2015 pour la Province Nord et les communes de Voh, Koné et Pouembout ont été signés, le 18 novembre, entre le Haut-commissaire de la République et les représentants de ces collectivités. Au final, le montant global des contrats formalisés en Province Nord s'élève à 22 milliards de F CFP dont 16 milliards pris en charge par l'État. Ces contrats permettront, notamment, le financement de projets d'adduction en eau potable, d'assainissement et d'infrastructures scolaires.

L'Agence Française de Développement accorde 20 milliards de F CFP à la Société Minière du Sud Pacifique

L'Agence Française de Développement (AFD) et la Société Minière du Sud Pacifique ont signé, le 30 novembre, une convention de crédit d'un montant de 20 milliards de F CFP, destiné au financement de l'usine métallurgique du Nord. Il s'agit du prêt le plus important accordé par l'AFD en Outre-mer au cours des vingt dernières années.

Tests de fonctionnement à l'usine du Sud

Vale NC a démarré, le 14 novembre, la phase d'opération intégrée (IRO : Integrated refinery operation) pour vérifier le bon fonctionnement simultané de l'ensemble des installations. En 2012, Vale NC prévoit une production répartie pour moitié en produit intermédiaire (NHC) et produit fini (oxyde de nickel).

Partenariat Transpacifique

Le Président des États-Unis, M. Obama a annoncé, le 12 novembre, l'avancée des négociations entre neuf États d'Asie, d'Océanie et des Amériques (Australie, Nouvelle-Zélande, Singapour, Malaisie, Vietnam, Brunei, Chili, Pérou et États-Unis) pour la création d'un Partenariat Transpacifique (TPP - Trans-Pacific Partnership). Ce projet vise à constituer une zone de libre-échange par la suppression progressive des tarifs douaniers et la mise en place d'accords en matière de règles sociales et écologiques. D'autres pays ont fait part de leur intérêt pour ce projet, parmi lesquels le Japon, troisième économie mondiale, le Canada et le Mexique.

Aide de la Province Sud pour l'accession à la propriété

La Province Sud propose un nouveau dispositif d'aide financière destiné aux ménages souhaitant, pour la première fois, construire ou acheter leur résidence principale. La subvention accordée pourra être comprise entre 0,2 et 3 millions de F CFP selon la composition et les revenus de la famille. Ce dispositif est cumulable avec un prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété.

Nomination de la nouvelle Consule d'Australie

Le chef de la diplomatie australienne, Kevin Rudd, a nommé, le 24 novembre, Mme Heidi Bootle au poste de Consule d'Australie pour la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Elle remplace Mme Anita Butler, qui assurait cette fonction à Nouméa depuis décembre 2007.

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-09	oct.-10	oct.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	12 961	14 002	15 344	8,0%	9,6%
Dépôts à vue	190 346	216 794	239 140	13,9%	10,3%
Total M1	203 307	230 796	254 484	13,5%	10,3%
M2-M1	87 220	90 774	99 447	4,1%	9,6%
Total M3	433 384	490 122	527 928	13,1%	7,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-09	sept.-10	sept.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	364 076	392 660	411 987	7,9%	4,9%
Ménages	317 175	350 664	379 327	10,6%	8,2%
Collectivités locales	35 134	44 359	48 002	26,3%	8,2%
Autres agents de CCB non ventilés	9 985	11 727	13 615	17,4%	16,1%
Total concours sain	726 371	799 410	852 931	10,1%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 040	15 979	19 237	6,2%	20,4%
Total concours brut	741 410	815 389	872 168	10,0%	7,0%

Interdits bancaires

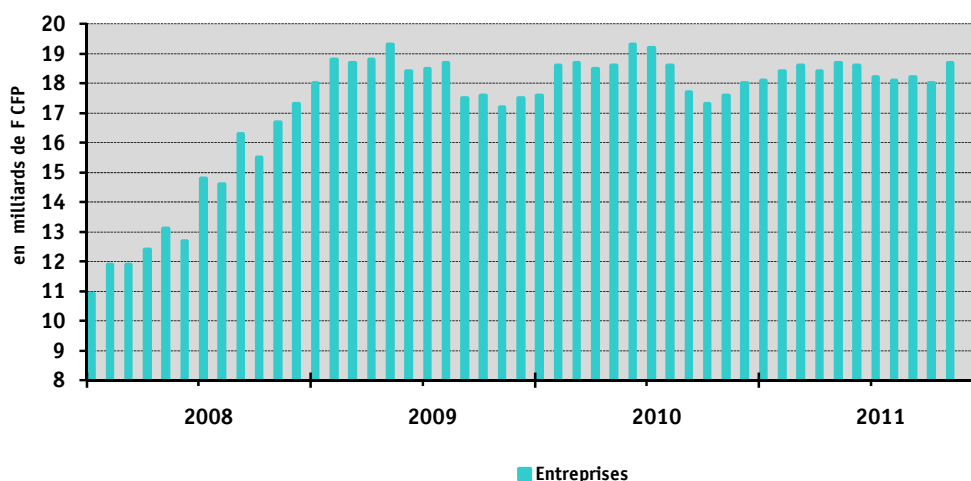
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-11	6 295	0,5%	0,0%
	dont personnes physiques	oct.-11	5 596	0,7%	-0,2%
	dont personnes morales	oct.-11	699	-0,4%	1,2%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	nov.-11	14 213	0,8%	77,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-11	4 231	3,2%	22,0%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	nov.-11	18,7	4,2%	6,7%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var
Indice des prix à la consommation	nov	99,8	102,1	2,3
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	50 732	54 053	6,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	44 418	47 595	7,2%
créations d'entreprises	sept	3 992	3 968	-0,6%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 105	2 042	-3,0%
liquidations judiciaires (nb)	sept	110	85	-22,7%
redressements judiciaires (nb)	sept	60	63	5,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	691	699	1,2%
ventes de ciment local (tonnes)	nov	147 885	134 584	-9,0%
importations ciment (tonnes)	nov	781	2 088	167,2%
total ciment (tonnes)	nov	148 666	136 672	-8,1%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	26 004	22 452	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	8 117	7 184	-11,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 585	3 659	2,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	84 258	87 355	3,7%
dont secteur privé	mars	60 600	63 353	4,5%
dont secteur public	mars	23 659	24 002	1,5%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 602	6 218	-5,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 564	7 057	-6,7%
chômeurs indemnisés	oct	1 770	1 675	-5,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	781,1	828,4	6,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	5 605	5 596	-0,2%
décisions retraits cartes bancaires	oct	1 696	2 478	46,1%
incidents paiements sur chèques	oct	17 201	21 913	27,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	6 051	6 294	4,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	15 271	15 210	-0,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	21 489	23 561	9,6%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 006	12 385	3,2%
Echanges				
nombre de touristes	oct	79 000	88 633	12,2%
nombre de croisiéristes	sept	132 233	159 573	20,7%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	sept	54,8%	59,7%	4,9 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	9,79	10,58	8,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	10,39	8,11	-21,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 525	3 511	-0,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	19 798	21 367	7,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	46 095	50 916	10,5%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	82 311	93 555	13,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	737	699	-5,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 011	1 001	-1,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	103 120	115 923	12,4%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	96%	94%	-1,88pt
total des importations (M FCFP)	oct	232 848	263 604	13,2%
total des exportations (M FCFP)	oct	107 453	123 212	14,7%
taux de couverture	oct	46,15%	46,74%	,6pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	33 024	34 064	3,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	oct	216 794	239 140	10,3%
M1	oct	230 796	254 484	10,3%
M2	oct	321 570	353 931	10,1%
Dépôts à termes	oct	168 393	173 861	3,2%
M3	oct	490 122	527 928	7,7%
P1	oct	3 982	3 890	-2,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	815 389	872 168	7,0%
Ménages				
dont crédits à la consommation	sept	350 664	379 327	8,2%
dont crédits à l'habitat	sept	67 879	71 197	4,9%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	sept	278 744	302 839	8,6%
dont crédits d'investissement	sept	392 660	411 987	4,9%
dont crédits à la construction	sept	71 208	74 862	5,1%
dont crédits à la construction	sept	213 053	221 521	4,0%
dont crédits à la construction	sept	99 471	103 243	3,8%
Collectivités locales				
dont d'investissement	sept	44 359	48 002	8,2%
dont d'investissement	sept	40 431	43 764	8,2%
Autres agents de CCB non ventilés				
dont crédits à la consommation	sept	11 727	13 615	16,1%
dont crédits à la construction	sept	15 979	19 237	20,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,2%	0,25 pt
ensemble des actifs financiers	sept	602 093	630 461	4,7%
Ménages	sept	321 005	335 795	4,6%
Sociétés	sept	195 259	205 090	5,0%
Autres agents	sept	85 829	89 576	4,4%
dont assurances-vie	sept	92 037	99 647	8,3%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Les îles Fidji adoptent une réforme fiscale favorisant les plus bas revenus

Le gouvernement fidjien a présenté récemment son budget 2012, avec comme point saillant une nouvelle répartition de la charge fiscale en faveur des ménages les plus défavorisés. A compter du 1^{er} janvier 2012, les ménages percevant moins de 6 300 € par an ne seront plus assujettis à l'impôt sur le revenu. Pour les catégories intermédiaires, le taux d'imposition a été réduit parfois de plus de moitié ; et pour les plus fort revenus, supérieurs à 110 000 € par an, un impôt de « responsabilité sociale » a été introduit. Ces mesures, visant à réduire les clivages sociaux et ethniques de l'archipel, seront accompagnées d'un renforcement du contrôle des fraudes.

Le FMI apporte son soutien à l'économie des îles Salomon

Le Fonds Monétaire International (FMI) a débloqué une nouvelle ligne de crédit de 4,85 millions de \$US au bénéfice des îles Salomon, portant ainsi à 20 millions de \$US l'aide financière de l'institution à l'archipel depuis mi-2010. L'économie des îles Salomon est fondée sur une activité minière et d'exploitation forestière, la rendant vulnérable aux variations du cours des matières premières et aux fluctuations de la demande mondiale. Le FMI juge les perspectives économiques des îles Salomon « favorables ».

L'Australie bénéficie d'un bon niveau de croissance

Le Produit Intérieur Brut (PIB) australien a enregistré 1 % de croissance pour le troisième trimestre 2011. Sur un an, sa progression s'établit à 2,5%, ce qui s'avère supérieur aux prévisions des économistes, comprises entre 1,9 % et 2,1 %. Les secteurs de la construction (+5%) et des mines (+3,7%) soutiennent cette croissance. Par ailleurs, l'investissement des entreprises a été mesuré en hausse de 12,7 % et la consommation des ménages continue d'être vigoureuse. Cette conjoncture favorable, s'appuyant sur une balance commerciale excédentaire et une dette publique contenue, a conforté l'attribution de la note triple A à l'Australie par les agences de notation internationales.

3 – Brèves locales

Vote du budget primitif 2012

La session budgétaire de l'Assemblée Territoriale a débuté le 07 décembre 2011. Le Préfet a annoncé un budget primitif 2012 en hausse de 6,5 % à 2,8 milliards de F CFP, grâce à une augmentation prévue des taxes douanières de plus de 150 millions de F CFP. Le Préfet a souligné la faiblesse des crédits affectés à l'investissement et de l'autofinancement, qui ne représente qu'1 % du budget. Il relève que l'investissement dépend des subventions de l'Etat et que la question des recettes se pose à la Collectivité.

Election du nouveau bureau de l'Assemblée Territoriale

Les élus territoriaux ont procédé avant l'ouverture des travaux budgétaires au renouvellement annuel du bureau. M. Pesamino TAPUTAI a été élu Président, succédant à M. Siliako LAUHEA. M. Petelo LIE est reconduit au poste de Vice-président. Mmes Malia SELEONE et Yannick FELEU ont été désignées respectivement Secrétaire et Vice-secrétaire. Ce nouveau bureau est appelé à exercer ses fonctions jusqu'aux élections territoriales prévues en mars 2012.

Installation du Comité consultatif social et économique

Le Comité Consultatif Social et Economique (CCSE) a été officiellement installé sur le Territoire le 28 novembre dernier, conformément au protocole d'accord signé le 14 novembre à la suite du mouvement de grève contre la cherté de la vie. Ce comité, rassemblant les organisations socioprofessionnelles, a vocation à réfléchir et formuler des propositions sur les sujets économiques et sociaux du Territoire. Le CCSE a été saisi d'un premier dossier qui touche à la vie chère.

Extension de l'activité de l'ADIE à Futuna

Après 2 années d'implantation à Wallis-et-Futuna, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a renouvelé la convention la liant au Territoire pour la période 2012-2014. Cette nouvelle convention va permettre la création d'un demi-poste permanent à Futuna, grâce à une participation financière du Territoire de 15 millions de F CFP par an sur 3 ans, contre 10 millions précédemment. L'ADIE, dont la présence à Futuna était limitée à des vacations mensuelles assurées depuis Wallis, compte ainsi renforcer ses interventions.

Budget définitif des Mini-Jeux de 2013

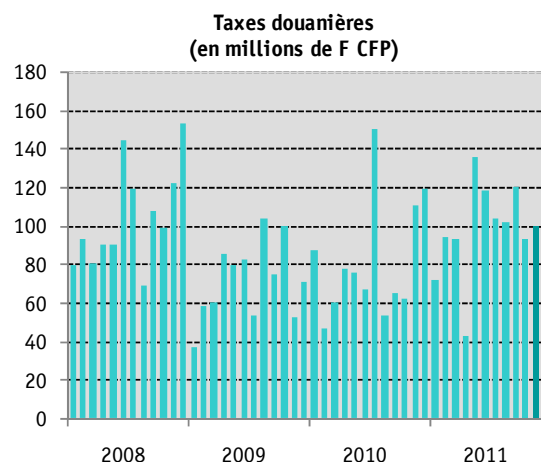
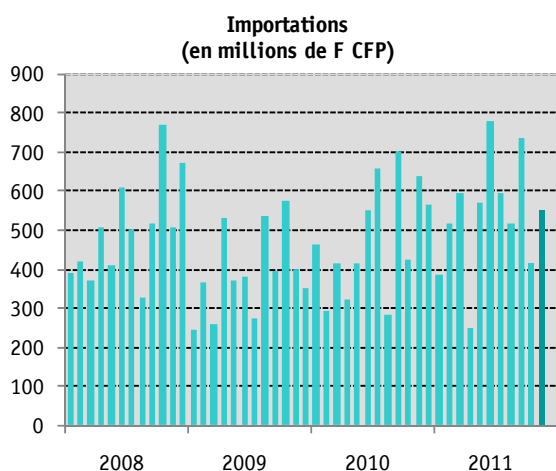
Le Territoire a arrêté de façon définitive les budgets de fonctionnement et d'investissement pour l'organisation des Mini-jeux du Pacifique 2013 à Wallis-et-Futuna. La section d'investissement, financée à l'aide des crédits de l'Etat, atteindra 992 millions de F CFP, dont les trois quart seront dédiés à la construction de la salle omnisport de Kafika. Pour l'organisation des manifestations, le Comité Organisateur devrait disposer d'un budget de 167 millions de F CFP, pris en charge à part égale entre le Territoire des îles Wallis-et-Futuna et l'Etat, via le Centre National de Développement du Sport (CNDS).

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3 ^e trim-11	108,55	-	3,9%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-11	1 988	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	nov-11	549	32,6%	-14,1%
	cumulées	nov-11	5 905	-	14,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-11	100	6,9%	-9,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	nov-11	1 075	-	25,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-11	379	-	4,2%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-11	1 592	-1,3%	-0,5%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-11	2 499	1,8%	20,5%
	cumulé	oct-11	23 890	-	2,6%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-11	1 073	-10,6%	-7,2%
	cumulé	oct-11	11 249	-	5,2%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-11	3	-25,0%	0,0%
	cumulées	nov-11	33	-	6,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-11	5	-44,4%	-70,6%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

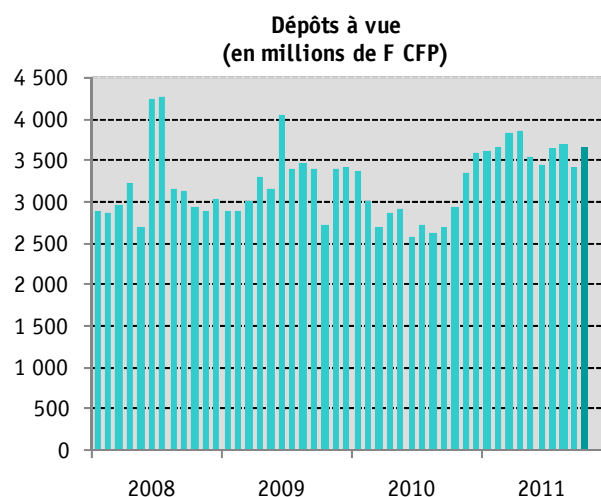
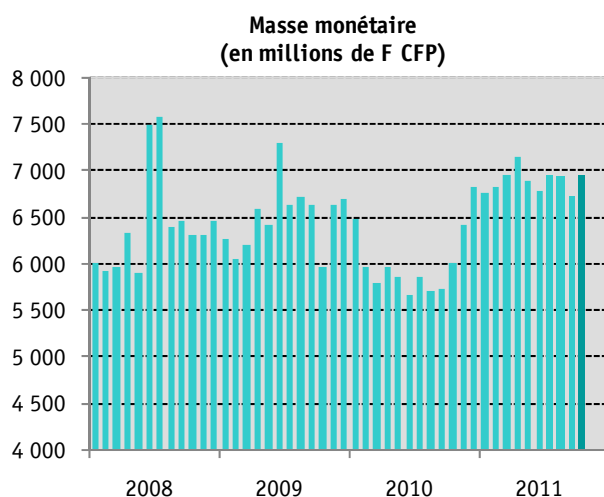


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

La masse monétaire continue sa progression sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

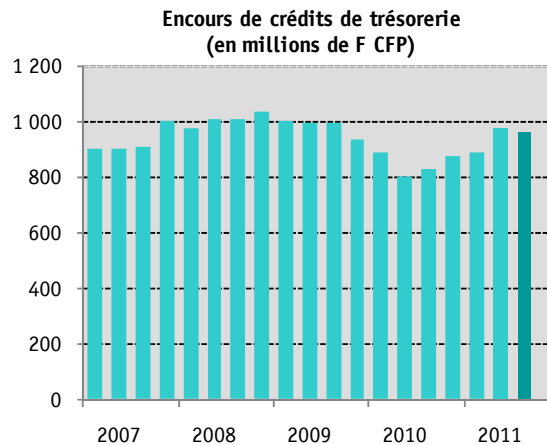
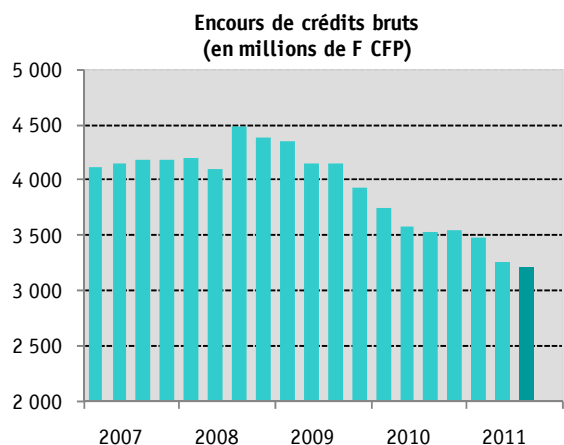
en millions de F CFP	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 011	2 103	2 085	-0,9%	3,6%
Dépôts à vue	2 939	3 419	3 654	6,9%	24,3%
Total M1	4 951	5 522	5 738	3,9%	15,9%
M2-M1	547	569	572	0,6%	4,7%
Total M3	5 722	6 719	6 945	3,4%	21,4%



Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

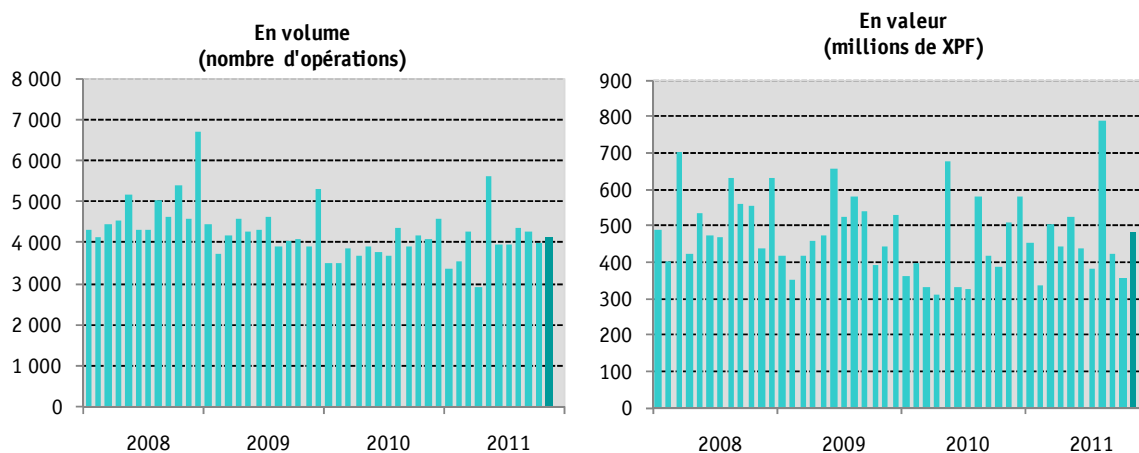
en millions de F CFP	sept-09	sept-10	sept-11	▲/an
Crédits de trésorerie	995	826	961	16,3%
Crédits à l'équipement	1 503	1 325	1 097	-17,2%
Crédits à l'habitat	507	374	366	-1,9%
Autres crédits	378	230	197	-14,3%
Sous total	3 383	2 754	2 621	-4,8%
Créances douteuses brutes	763	777	592	-23,8%
Total	4 146	3 531	3 214	-9,0%



Compensation

Hausse des opérations de compensation en nombre et en valeur sur le mois

	nov-10	oct-11	nov-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 100	3 995	4 130	44 402	3,4%	0,7%
Compensation (en millions de CFP)	512	356	485	5 136	36,4%	-5,1%



Incidents bancaires

Diminution sur le mois des incidents de paiement par chèque

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	68	206	121	1 091	-41,3%	77,9%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	9	-100,0%	-

Interdits bancaires

Diminution sur le mois et sur l'année des personnes physiques et morales en situation d'interdiction bancaire

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	446	429	417	-2,8%	-6,5%
- dont personnes physiques	434	421	408	-3,1%	-6,0%
- dont personnes morales	12	8	9	12,5%	-25,0%

Cotation

Diminution sur l'année du nombre de cotes éligibles au mode de refinancement de l'IEOM

en nombre	nov-10	oct-11	nov-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	40	25	26	4,0%	-35,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	12	6	7	16,7%	-41,7%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3 ^e trim	104,50	108,55	3,9%
Entreprises				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	12	9	-25,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	691	849	22,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	104	102	-2,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	52	68	30,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 007	1 988	-0,9%
dont secteur privé	mars	811	807	-0,5%
dont secteur public	mars	1 196	1 181	-1,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	434	408	-6,0%
décision retrait cartes bancaires	octobre	0	9	-
incidents paiements sur chèques	octobre	68	121	77,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 619	1 550	-4,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	628	921	46,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	215	269	25,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	42	64	-34,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 171	5 905	14,2%
exportations	novembre	0	20	ns
recettes douanières	novembre	1 231	1 467	19,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	novembre	857	1 075	25,4%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	novembre	364	379	4,2%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	octobre	2 939	3 654	24,3%
M1	octobre	4 951	5 738	15,9%
M2	octobre	5 497	6 310	14,8%
Dépôts à terme	octobre	516	635	23,0%
M3	octobre	5 722	6 945	21,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		3 531	3 214	-9,0%
Ménages	septembre	1 219	1 298	6,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	846	977	15,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	374	321	-14,2%
Entreprises	septembre	1 116	955	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	64	66	2,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 002	808	-19,4%
<i>dont crédits à la construction</i>	septembre	-	-	-
Collectivités locales	septembre	322	289	-10,2%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	96	80	-17,0%
créances douteuses brutes	septembre	777	592	-23,8%
taux de créances douteuses	septembre	22,0%	18,4%	- 3,6 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 990	2 913	-2,6%
Sociétés	septembre	1 302	1 480	13,6%
Autres agents	septembre	3 888	3 622	-6,8%
dont assurances-vie	septembre	883	947	7,2%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile

